

Pour la rentrée parlementaire, Michel se lâche un peu

- Le Premier ministre veut maintenir la pression pour des réformes socio-économiques jusqu'au dernier jour de la législature.
- Sa majorité est derrière lui. Pourtant, l'Open VLD est plus que jamais en crise existentielle.

Charles Michel (MR) a retrouvé ses airs combatifs. L'année dernière, pour son précédent discours de rentrée au Parlement, le Premier ministre semblait abattu, épuisé. Un long conclave budgétaire venait d'être ficelé dans la douleur, reportant au dimanche 16 octobre le traditionnel speech du "State of the Union". Nous sommes désormais en 2017 et le Premier ministre respire. En fait, le plus dur est fait. Les chiffres de la création d'emplois (son credo, c'est "jobs, jobs, jobs", faut-il le rappeler) sont bons. Sa majorité a survécu aux très grosses turbulences de début de législature, au climat antiterroriste, à la guerre entre le CD&V et la N-VA, aux attaques de l'opposition francophone qui se compose de tous les partis – à l'exception du MR.

"En trois ans, 130 000 jobs"

Alors, Charles Michel, mardi, pouvait se permettre de retaper sur le clou de la relance économique. Il a mis la pression sur sa propre équipe, laissant entendre que les conflits qui naîtront inévitablement des prochaines élections communales (dans un an exactement), alors que Kris Peeters va tenter de déstabiliser Bart De Wever dans son fief anversoïse, ne peuvent empêcher la "suédoise" de bosser jusqu'au dernier jour de la législature.

Comme annoncé, le chef de gouverne-

ment fédéral a fortement insisté sur le bilan socio-économique de la "suédoise", chiffres à l'appui. Il n'a pas boudé son plaisir. "Chacun reconnaît les résultats en termes de création d'emplois. La Banque nationale, le Bureau du Plan, l'Institut des comptes nationaux, le FMI, l'OCDE, tous, confirment l'ampleur des progrès réalisés: 130 000 jobs en trois ans. Certains affirment qu'il s'agit d'emplois précaires. C'est faux", a-t-il notamment balancé à l'intention de l'opposition.

Charles Michel a martelé de fermes accents libéraux lorsqu'il a promis de mettre en œuvre le service minimum. Un avertissement à la CGSP Cheminots qui bloquait le trafic ferroviaire mardi... "Nous n'acceptons plus que des étudiants ou des travailleurs soient pris en otage en cas de grève." On avait connu le Premier ministre plus prudent sur le plan social.

Enfin, dans un discours particulièrement pro-européen, le Premier ministre a également fait un petit plaisir à la N-VA, très engagée symboliquement dans le soutien aux Catalans. Il a appelé à une "désescalade" en Catalogne et à la recherche d'une procédure négociée entre l'Etat central espagnol et les indépendantistes. Dans le même esprit, il a pris la défense de Theo Francken, assimilé à un "nazi" ces derniers jours à la suite de la polémique sur l'identification de migrants soudanais présents à Bruxelles.

F.C.

LES RÉACTIONS

“Le Premier ministre ne vit pas sur la même planète que les citoyens qui font face à une précarisation galopante, les travailleurs qui n’arrivent plus à boucler leurs fins de mois et les malades et les pensionnés qui vivent au jour le jour les coupes budgétaires dans la sécurité sociale.”

Ahmed Laaouej

Nouveau chef de groupe PS à la Chambre

“On s’est trompé de paradigme en ne misant que sur la compétitivité et pas sur le pouvoir d’achat. Avec l’inflation, le saut d’index et l’augmentation de la TVA, aucun citoyen ne peut dire que son pouvoir d’achat a augmenté.”

Olivier Maingain

Président de Défi et député fédéral

“Je constate le décalage terrible entre le discours du Premier ministre et les réalités de terrain.”

Des efforts terribles et inévitables demandés en matière de pensions, alors que la lutte contre la grande criminalité financière reste frileuse.”

Catherine Fonck

Cheffe du groupe CDH à la Chambre

“Nous avons d’un côté un Premier ministre à 11 000 euros par mois, de l’autre, des travailleurs flexi-jobs qui ne connaissent leur horaire que le matin de leur prise de travail.”

Raoul Hedebouw

Porte-parole du PTB et député fédéral

“Charles Michel a avancé des chiffres, mais il en a caché d’autres, ceux relatifs aux difficultés sociales que vivent nos concitoyens, singulièrement les 2,3 millions de personnes en situation de pauvreté ou de quasi-pauvreté.”

Jean-Marc Nollet

Député fédéral (Ecolo)

Le coup de blues des bleus flamands

Côté francophone, le MR incarne le pari audacieux de la “suédoise”. Côté flamand, la guerre entre les frères ennemis N-VA et CD&V occupe tout le terrain. Un parti manque à l’appel: mais où est donc passé l’Open VLD? Oui, vous savez, ce quatrième parti qui compose la majorité fédérale... Coincés entre le marteau N-VA et l’enclume CD&V, les libéraux flamands sont franchement inexistantes. Et ce n’est pas conjoncturel. Le malaise est profond.

Pour rappel, les libéraux flamands n’étaient pas prévus au programme. Après les scrutins de 2014, le CD&V et la N-VA s’étaient déjà mis d’accord pour former à deux le gouvernement flamand. Mais l’Open VLD s’est invité en dernière minute en échange de son entrée, numériquement nécessaire, dans la coalition fédérale. Les libéraux nordistes penchaient pourtant plutôt pour un retour général dans l’opposition, histoire de se refaire une santé après 15 ans de pouvoir au fédéral. Ils auraient peut-être dû suivre leur instinct...

Depuis lors, au grand bal de la “suédoise”, l’Open VLD reste assis sur sa chaise, il regarde les autres valser et déprime dans son coin. L’époque de Guy Verhofstadt, occupant le “16” avec brio, celle où l’Open VLD occupait 25 sièges à la Chambre, appartient au passé.

Au sein du gouvernement Michel,
c'est la N-VA qui a engrangé
les succès socio-économiques.
En particulier, la baisse de l'impôt
des sociétés est une victoire
de Johan Van Overtveldt.

Comment expliquer cet effondrement ? D'abord, il y a l'irruption insolente de la N-VA dans le jeu électoral flamand. D'élection en élection, les nationalistes ont siphonné les voix du Vlaams Belang. Ils se sont également imposés – en particulier depuis 2014 – comme le vrai parti libéral flamand sur le plan économique. On ne compte plus les sorties de Bart De Wever, le patron de la N-VA, réclamant des coupes dans la Sécurité sociale, l'une des vaches sacrées des héritiers d'Adam Smith. Plus grave : c'est aussi la N-VA qui a engrangé les plus grands succès au sein du gouvernement fédéral. Ainsi, la baisse historique des impôts pour les entreprises négociée cet été est un coup d'éclat à mettre au crédit de Johan Van Overtveldt, pas de l'Open VLD. Le bilan des libéraux flamands en 2019 risque d'être maigre.

L'adieu aux idoles libérales

Autre problème, les machines à voix sont rouillées. "Magic Maggie" est en train de redevenir simplement Maggie De Block. Pendant des mois, elle était restée en tête des baromètres des personnalités politiques préférées en Flandre, en Wallonie et à Bruxelles. Le portefeuille de la Santé était "son rêve" comme elle l'avait avoué au roi Philippe lors de sa prestation de serment. Mais ce département n'est pas aussi "vendeur" que celui de l'Asile et de la Migration qui l'avait starifiée sous le gouvernement Di Rupo. Au contraire, son maroquin actuel (Santé et Sécu) est embarrassant dans un contexte de coupes dans les dépenses publiques. "En imposant 900 millions d'économies en Santé à Maggie De Block, l'Open VLD a tué sa machine à voix il y a un an", ajoute une source de la majorité fédérale.

Débrancher n'est pas jouer

Il y a bien un vice-Premier ministre Open VLD dans le gouvernement Michel, Alexander De Croo. Mais plutôt que d'imposer sa formation au sein de la coalition, il semble avoir renoncé, promenant un regard ennuyé sur l'agitation médiatique qui cerne la "suédoise" depuis trois ans. Alexander De Croo traîne derrière lui un énorme boulet : c'est lui qui, en avril 2010, a décidé le retrait de son parti du gouvernement Leterme II, faute d'accord sur BHV. Il allait ainsi, pour un pari électoral raté, plonger le pays dans la plus longue crise politique de son existence. "Le parti est sur la pente descendante depuis 2010. Il y a une constante dans la politique belge : celui qui débranche la prise n'est jamais récompensé, note un observateur fédéral. C'est le cas avec Lutgen, c'est le cas avec De Croo. L'Open VLD a perdu les élections en 2010 et ne s'en est toujours pas remis."

Frédéric Chardon